

L'Information et l'Intégrité

Promouvoir la transparence et l'accès à l'information en renforçant le dialogue sur les politiques publiques

Rabat | 3-4 Mars

Communiqué de presse

Les organisations de la société civile et les autorités publiques se réunissent les 3 et 4 Mars 2022 à Rabat pour lancer le dialogue sur les politiques publiques de la transparence dans le cadre du projet "Information et intégrité : renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence" financé par l'Union européenne.

Cette rencontre vise à lancer et à poursuivre un processus de dialogue multipartite tout au long de l'année 2022 en vue de recueillir des contributions et recommandations pour l'élaboration d'une feuille de route qui servira de référence pour la mise en œuvre de futures réformes dans les thématiques de la transparence et l'accès à l'information.

Cet événement est organisé par le Partenariat Européen pour la Démocratie, Impact pour le Développement et Westminster Foundation for Democracy. Le dialogue multipartite sera mené sur la base de *l'analyse participative des politiques publiques* et de *l'évaluation participative de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption* qui ont été réalisées en association avec les membres de la société civile.

La séance d'ouverture du 03 Mars sera inaugurée par le Ministère de la Transition Numérique et la Réforme de l'Administration, la Présidence du Parlement et la Délégation de l'Union européenne au Maroc. Les trois jours de dialogue multipartite examineront la question du digital comme levier de la participation et l'adoption de la démarche participative, à travers l'organisation des tables rondes autour des sujets suivants:

- **L'accès à l'information et publication proactive**
- **Le digital comme levier de la transparence**
- **La transparence dans les politiques sectorielles**

L'événement sera aussi l'occasion de présenter les bénéficiaires des subventions octroyées dans le cadre du projet, qui visent à renforcer l'échange et la coopération entre la société civile et les autorités publiques sur les politiques de transparence au niveau locale et régionale. Cet événement de lancement à Rabat sera suivi par quatre autres sessions de dialogue.

La promotion de la transparence comme action collective

Depuis l'adoption de la Constitution de 2011, le Royaume du Maroc a cherché à promouvoir une plus grande transparence en matière de politiques publiques, tout en y renforçant la participation des citoyens. Cet effort comprend l'adoption et la mise en œuvre de la Loi n° 31-13 (2018) sur le droit d'accès à l'information, le lancement du chantier de la publication proactive des données, l'adhésion au PGO et l'adoption d'un ensemble d'engagement en matière de transparence et d'ouverture. Le Nouveau modèle de développement renforce davantage l'importance de ces principes pour s'appuyer sur une gouvernance plus efficace, responsable et transparente, notamment dans les espaces ruraux et périphériques. Dans ce cadre, l'accélération de la transformation digitale joue un rôle essentiel dans la rationalisation des initiatives visant à promouvoir l'accès à l'information et la transparence.

C'est dans ce contexte et en reconnaissance du rôle central joué par la société civile que s'inscrit cette initiative « Information et intégrité : renforcer le rôle de la société civile dans la promotion de la transparence ». Le projet vise à ouvrir des espaces de dialogue et fournir à la société civile des outils de participation et de suivi des politiques publiques de transparence en coopération avec les autorités publiques et les institutions indépendantes.

À propos du projet Information et Intégrité

Le projet *Information et Intégrité: renforcement du rôle de la société civile dans la promotion de la transparence* est un projet financé par l'UE qui se poursuivra jusqu'en février 2023.

Les quatre principales composantes du projet sont les suivantes :

- a) l'analyse participative et la production de connaissances en matière de la transparence,
- b) la mise en place de solutions "civic tech",
- c) le dialogue et la coopération, s'appuyant sur la méthode INSPIRED, et enfin
- d) la communication et la sensibilisation grâce à une "communauté de champions" et des initiatives de sensibilisation.

Le projet est mis en œuvre par un consortium de trois organisations :



European Partnership for Democracy (EPD) est une association d'organisations européennes de soutien à la démocratie, basée à Bruxelles, en Belgique. EPD est principalement responsable du processus de dialogue politique pour identifier et renforcer les synergies entre les différentes parties prenantes engagées, et pour exploiter les subventions afin de soutenir des initiatives de coordination et dialogue.



Impact for Development (IFD) est le partenaire national du consortium ayant une expérience dans les thématiques traitées par cette action. L'organisation est principalement chargée de contribuer à la mise en place d'un système d'évaluation fonctionnel (en utilisant la civic tech) et facilitera la participation des citoyens à l'utilisation du numérique.



Westminster Foundation of Democracy (WFD) est active au Maroc depuis plusieurs années, plus récemment avec un projet de promotion d'une gouvernance inclusive et réactive au sein du Parlement. WFD travaille principalement sur le renforcement des capacités des OSC en matière d'examen post-législatif et de rédaction de notes politiques, ainsi que des capacités des parlementaires en matière de lutte contre la corruption et la transparence.

Contacts

Pour plus d'informations, visitez la [page web du projet](#) ou contactez sabrina.nassih@gmail.com ou majdachafoui@epd.eu.